

Objet : Global Ports Safety (GPS), outil de déclinaison des stratégies française et européenne pour l'Indopacifique

1. Un projet répondant aux objectifs de partenariat de souveraineté en matière de connectivité et de développement d'infrastructures stratégiques résilientes

Le projet franco-européen ***Global Ports Safety (GPS)*** mis en œuvre depuis 2024 et initié par le coopérant régional « Protection civile » de la DCSD basé à Singapour, répond aux enjeux de **sécurité et de durabilité des infrastructures portuaires en Asie du Sud et du Sud-Est**, dont dépendent les chaînes d'approvisionnement vers l'Europe.

La prévention des risques, notamment les risques pour la société civile, les marchandises et l'environnement, **et la gestion des accidents sont les deux piliers du projet GPS**. L'objectif est de former les autorités locales sur ces deux volets et de créer un réseau régional d'experts pour faciliter le partage des bonnes pratiques.

Le projet prévoit en tout 38 sessions de formation, 8 conférences et exercices régionaux, 24 bourses d'études, 12 missions de conseil et d'expertise, pendant quatre ans (2024-2028), au bénéfice d'agences de protection civile, gardes côtes, autorités portuaires, agences de protection de l'environnement et de l'industrie.

Avec un budget total de 8.482 millions d'euros, ce sont 12 ports issus de 8 pays¹ de la région qui bénéficient directement de l'action du projet GPS, et ce pendant un total de 4 années.

Cofinancé à hauteur de 6 millions d'euros par la Commission européenne, ce projet a vocation à s'inscrire aussi bien dans la stratégie française pour l'Indopacifique² que dans la stratégie européenne pour la zone, en cohérence également avec la stratégie « **Global Gateway** », qui vise précisément à développer des réseaux intelligents, propres et sûrs, notamment dans le domaine des transports.

Le projet GPS pourrait s'articuler à terme avec des projets dans le domaine des « **Green shipping corridors** », en cours de développement par la Commission, qui poursuivent l'objectif de verdissement du transport maritime notamment en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique.

2. Des partenariats pluriels pour une action étendue

Pour mettre en œuvre ce projet, la France et l'Union européenne s'appuient sur un certain nombre de contributeurs et pays affinitaires.

¹ Colombo (Sri Lanka) ; Chittagong (Bangladesh) ; Port Klang/Kuala Lumpur et Tanjung Pelepas (Malaisie) ; Tanjung Priok/Jakarta et Tanjung Perak/Surabaya (Indonésie) ; Laem Chabang et Map Ta Phut (Thaïlande) ; Sihanoukville (Cambodge) ; Ho-Chi-Minh Ville et Hai Phong (Vietnam) ; Manille (Philippines).

² La France cofinance le projet à hauteur de 2.482 millions d'euros.

D'une part, **au sein de l'Union européenne**, la **Pologne** s'est inscrite comme partenaire du projet dès ses premières heures, vite rejoints par la **République tchèque** et, très récemment, **Chypre**, qui offrent un appui technique et opérationnel, notamment par la mise à disposition d'experts au profit du projet GPS.

D'autre part, la **Corée du Sud**, **Taïwan**³ et **l'Australie** accueillent, entre autres, des formations sur leurs territoires nationaux et mettent à disposition leurs infrastructures pédagogiques. **Singapour est également un partenaire essentiel du projet**, puisqu'ayant permis le développement de GPS dès sa genèse – d'où la présence sur place de son Directeur stratégique. **La cité-Etat s'est engagée à apporter son soutien opérationnel tout au long du projet, au rythme d'une à deux activités hébergées par an**, comme inscrit dans l'accord de partenariat établi entre GPS et l'académie singapourienne de Protection civile.

Des synergies ont par ailleurs été identifiées avec les autres initiatives européennes dans la région, notamment les programme CRIMARIO et avec ESIWA+ qui vise à promouvoir le rôle de l'UE en matière de coopération de sécurité et de défense en région indopacifique, programme avec lequel des actions conjointes ont d'ores et déjà été réalisées.

3. Une expertise française clef pour le développement des capacités de la région

Le réseau de coopération de la DCSD est mis à contribution, permettant des collaborations mutuellement bénéfiques, comme cela a été le cas avec le **Centre Régional de Etudes Maritimes (CREM)**, école nationale à vocation régionale (ENVR) franco-sri lankaise inaugurée à Colombo en décembre 2024.

Une action de formation GPS y a été conduite en mai 2025, avec le renfort d'experts polonais et tchèques, permettant d'animer le Centre nouvellement fondé et d'étendre la portée d'action de GPS pour couvrir plus largement la région indopacifique.

Outre la mise à contribution du réseau de coopération français, le projet permet le bon positionnement de notre secteur privé et de nos industriels connexes aux thématiques approchées (tel CMA-CGM).

Le projet GPS s'achèvera en mai 2028./.

³ Concernant Taïwan, nous avons adopté une posture discrète, tous les pays bénéficiaires du projet ne partageant pas la même position à son sujet.